

El Hadi Chalabi

- À PROPOS DES VIOLENCES URBAINES -
- QUELLE SOCIOLOGIE POUR QUEL TRAITEMENT -

II

- CHRONOLOGIE ET DESSOUS D'UNE FALSIFICATION -

*Le 13 mai 2013 L. Addi présente lors d'une table ronde au CRASC d'Oran, un projet de recherche intitulé « *Pour une approche sociologique de la violence urbaine en Algérie* », repris par *Le Soir d'Algérie* et la presse en ligne. En même temps, la presse retient ce que rapporte le quotidien *Liberté* sur l'entente entre le sociologue et l'ancien patron de la sécurité militaire puis ministre de l'Intérieur, jusqu'en 1981*, N. Y. Zerhouni. Le point de vue en partage entre la recherche et la police politique méritait d'être souligné autrement que par l'annonce laconique d'un organe de presse, d'autant plus que ce qui est en jeu c'est la perception de la police présentée sous le signe consensuel du « *monopole de la violence légitime* ».

Ces informations distillées dans l'espace public sont suivies d'un silence absolu. Elles passent l'épreuve de l'authentification et sont en passe d'être enregistrées pour la postérité. Le sociologue n'apporte ni précision, ni nuance, et se laisse porter par la douceur du consensus.

Le journal en ligne *Le Quotidien d'Algérie.org (LQA)* fait cependant profil bas et ne publie pas la présentation de la recherche sur « *La violence urbaine* ». Fait d'autant plus notable que les écrits de cet auteur sont systématiquement repris, accompagnés d'une pédagogie bon enfant que sollicite le forum du quotidien.

*Le 4 juin, paraît sur notre site l'article *À propos des violences urbaines. Quelle sociologie pour quel traitement*. Il répondait à une nécessité : mettre sur la place publique une opinion divergente pour éclairer sur la nature de la recherche en chantier au CRASC et sur ses implications. Il fallait montrer l'ambivalence d'un discours ayant les faveurs des médias, cultivant l'aspect oppositionnel en même temps que l'apologie du régime policier derrière une construction placée sous le sceau de l'académisme. Nous savons que c'est souvent en passant par la voix des prétendants au changement que les régimes autoritaires (et singulièrement en Algérie) assurent leur recyclage et renouvellent leur durée. Notre étude avait donc pour objectif essentiel d'alerter sur la supercherie en cours et le danger de ses effets.

*Le 13 juin, à la demande de S.E.Sidhoum, je permets la diffusion intégrale de mon article sur *LQA*. Le malaise est manifeste. Le nombre de réactions est réduit à six, puis, sans explication, l'une d'elle est supprimée.

*Le 14 juin, parmi ces réponses figure celle de l'auteur de la recherche en question. Il cultive d'abord une forme de boutade que nous laissons à l'appréciation de chacun : « *Si le DRS m'offre une fonction, j'accepterai volontiers celle de Tewfik Médiène pour mettre le DRS au service de la nation et de son avenir démocratique, et non au service d'un régime corrompu qui bloque l'avenir des générations montantes* ». Puis viennent les justifications sur le rapport à N.Y. Zerhouni et sa présence à la journée d'études : « *J'ai organisé au CRASC une journée d'études sur la violence urbaine en Algérie dont les médias ont rendu compte. Dans l'assistance, il y avait un certain Yazid Zerhouni et je ne vois pas comment j'aurais pu l'empêcher d'être présent à une manifestation scientifique ouverte au public. Lors de la pause-café, un journaliste de Liberté lui a posé la question s'il était d'accord avec mon analyse et il a répondu qu'il était d'accord. Le lendemain, à la page 4, le quotidien titrait : « Yazid Zerhouni approuve l'analyse de Lahouari Addi ». Il me semble que la rédaction de Liberté voulait griller Zerhouni, le présentant comme approuvant un universitaire très critique vis-à-vis du régime. C'est mon interprétation* ».

Enfin, il joint le texte de présentation de sa recherche après avoir précisé que, surchargé de travail, il me répondra ultérieurement. En réponse, il n'y eut point de réaction, hormis celle de Brahim Younsi

qui pointe les artifices auxquels recourt le chercheur et les formules alambiquées expliquant la présence de l'ex ministre de l'Intérieur. On ne relève aucun commentaire des ténors habituels de *LQA*.

À juste raison, Brahim Younsi souligne l'importance du protocole que le sociologue enjambe gaillardement. Connaissant les liens du CRASC avec les appareils administratifs et gouvernementaux, sachant pertinemment que ces milieux fonctionnent à la servilité, il est impossible qu'un ancien ministre de la dimension de N.Y. Zerhouni puisse être traité comme n'importe quel curieux oranais de passage. On verra plus loin que le faux sonne plus fort encore.

*Le 26 juin, L. Addi publie sur son blog « *Réponse à El Hadi Chalabi* », articulée en 3 points : Dans le point 1) il admet que « *certaines des critiques de Chalabi sont méthodologiquement fondées et auraient été matière à débat fructueux si elles n'avaient pas été formulées avec une arrogance et une méchanceté qui leur enlèvent toute crédibilité. Car en effet le thème de la violence est difficile à cerner théoriquement et il n'y a pas de consensus là-dessus entre les universitaires. Il y a cependant un grave défaut théorique dans la posture de Chalabi qui présente la violence urbaine comme une forme de résistance au régime autoritaire en Algérie. Comme si le jeune qui agresse une femme à Oran résiste à l'arbitraire du régime...* ». Le reste à l'avenant, prenant à son compte quelques éléments de la critique qui lui est faite pour souligner le rôle de l'État et ses responsabilités.

Dans le point 2), nous apprenons ce qui suit : « *Les membres de l'équipe de recherche que je dirige -et moi-même- ont pris la responsabilité d'écrire à la Gendarmerie Nationale et à la Sûreté Urbaine de la Wilaya d'Oran pour leur demander de participer à la Journée d'Etudes par des communications. Nous avons eu des réponses favorables et nous avons accueilli deux jeunes officiers, l'un gendarme et l'autre policier, qui ont présenté des exposés où ils ont montré des compétences qui ont surpris l'assistance. Il faut dire qu'ils sont issus de l'université, ce qui leur a permis d'être à l'aise dans le débat sur les approches théoriques de la violence. Pour Chalabi, toute collaboration avec la gendarmerie ou la police serait une compromission politique. Cette croyance est une erreur naïve car la Gendarmerie et la Police sont des institutions de l'Etat dont la vocation est de protéger la société. Que les dirigeants les utilisent pour maintenir le régime, c'est un fait. Mais un démocrate lutte pour que les institutions de l'Etat ne soient pas déviées de leur mission constitutionnelle. Cela vaut même pour le DRS qui est un service d'espionnage et de contre-espionnage censé protéger la nation, et qui est transformé de manière anticonstitutionnelle en police politique du régime* ».

Nous sommes face à une anticipation et une illusion qui expriment une double méconnaissance des rapports réels entre la police et la norme : l'expérience renseigne sur la pratique d'un pouvoir supra constitutionnel qui tord les constitutions selon ses préférences et ses intérêts. Le rapport à la loi suppose un régime de soumission de la police à cette dernière selon des institutions adéquates qui n'existent pas. Nous sommes loin de la naïveté dont nous affuble le sociologue de « *la violence urbaine* » qui est, quant à lui, dans le calcul récupérateur de la police et des service secrets derrière une phraséologie de pseudo-légalité.

Enfin, dans le point 3) L. Addi en vient à la présence N.Y. Zerhouni : « *La présence de Yazid Zerhouni à la journée d'études a été fortuite. Il n'a reçu aucune invitation officielle ni de la part du chef du projet ni de la direction du centre de recherche. Mais la manifestation scientifique étant publique, je ne vois pas comment et pourquoi nous lui aurions refusé l'accès à la salle. Lors du déjeuner qui avait réuni les participants à la journée d'études, la direction du centre l'a invité, en sa qualité d'ancien ministre, à prendre part au repas. Il se trouve que j'ai été placé en face de lui, ce qui a donné lieu à un échange verbal que je reconstitue de mémoire...* ». Suit le contenu de cette discussion.

*Le 15 juillet, le seul point 3) de la « *Réponse à El Hadi Chalabi* » devient, grâce à la falsification opérée par S.E. Sidhoum, un article à part entière « *Dialogue à bâtons rompus entre Addi Lahouari et Yazid Zerhouni* » ; c'est uniquement le lien vers le blog qui mentionne subsidiairement « *Réponse à El Hadi Chalabi* ». Interpellé sur la manœuvre ainsi opérée pour :
-soit restituer toute la réponse dans son intégralité,

-soit avertir les lecteurs que *LQA* n'en donne qu'une partie et pourquoi, S.E. Sidhoum choisit de s'en tenir à son faux, piétinant l'éthique dont il ne manque jamais de se prévaloir. En effet, les lecteurs sont mis devant un article en scoop, coupé de sa substance explicative, sous forme de dialogue sorti tout droit de l'imagination féconde de l'auteur de la recherche sur « **la violence urbaine** », couronné d'un titre qui renvoie à une double signification :
-en premier lieu, le chercheur est extrait de la connivence avec l'ancien ministre de l'Intérieur, ex patron de la sécurité militaire, et dans laquelle le maintenait le silence soigneusement observé, jusqu'à la diffusion de *À propos des violences urbaines Quelle sociologie pour quel traitement*.
-en second lieu, la connivence entre police et recherche se transforme en un procès tenu par le chercheur qui « **fait passer un mauvais quart d'heure** » à l'ancien ministre lors du repas offert. La toile s'enflamme dans un plébiscite qui a tous les ingrédients du scrutin de caserne où les procédures se confondent avec les murs d'enceinte.

Trois remarques s'imposent :

-la première a trait au protocole dont il est fait abstraction. La présence d'un ex ministre dans un centre de recherche conduit ce dernier à le mettre en place d'honneur et en évidence, et non pas tenter de le plonger dans l'anonymat comme on veut nous le faire croire. La présence à la table du repas mettait obligatoirement le ministre en face du chercheur animant la journée d'études et à côté de la directrice du CRASC ou de son remplaçant.

-la deuxième remarque nous renvoie à la convivialité de la pause-café citée d'abord dans la réponse faite sur le courrier électronique de *LQA* et qui disparaît dans la version du « **Dialogue à bâtons rompus...** » au profit d'un repas réparateur des connivences ; celles-ci cède la place à l'affrontement entre deux adversaires appartenant à deux mondes opposés.

-la troisième remarque, enfin, soulève une question élémentaire : qu'est devenue la presse présente à la journée d'études ? Un tel dialogue aurait inmanquablement été capté et répercuté par tout journaliste qui s'en serait emparé même s'il n'était pas au repas. Une telle scène est rendue orpheline d'une double voracité : celle de la presse et celle du chercheur toujours friand de médiatisation.

Une fois dégagés les invraisemblances et les falsifications, il reste à s'interroger sur le pourquoi de cette dérive. Ici, se conjuguent le conflit d'intérêts et la raison d'État. En permettant la diffusion de *Quelle sociologie pour quel traitement*, nous avons négligé un fait notable : la dimension partisane. En effet, *LQA* est l'organe de presse en ligne du front du changement national (FCN), mouvement politique dont L. Addi est membre fondateur. Il en est aussi l'idéologue. L'une des pièces maîtresse de l'idéologie véhiculée par ce dernier, soit le soutien des/aux appareils répressifs (police, armée et services secrets), s'accorde aux préoccupations du FCN. Pour parvenir au changement escompté, le FCN tente de façonner une perception acceptable, légitime, de la police, de l'armée et des services secrets et de se les concilier. À la nécessité d'en combattre les méfaits, se substitue le devoir d'en souligner les bienfaits : l'État est saisi d'abord dans ses appareils d'oppression et de répression qui sont placés au centre des préoccupations de l'idéologue et de son mouvement politique. Les débats, en toute intelligence, avec des officiers, généraux, colonels, habituent les lecteurs aux jeux de substitution, tandis que l'échange frontal, conflictuel, promet des convergences futures.

L'argumentaire se construit non pas sur la problématique des services secrets mais sur le respect de la constitution par ces derniers. La démarche intellectuelle est d'une importance capitale en ces temps où les perspectives de changement sont agitées de toutes parts dans une confusion propice à toutes les continuités.

En effet, le renvoi au respect de la constitution par les services secrets, l'armée, la police, suppose que le texte fondamental ait le statut correspondant à l'intérieur d'un système politique où ces questions sont de l'ordre de la souveraineté nationale et de la loi. Comme ce n'est pas le cas, la prétention à soumettre la force et la violence à la constitution est un leurre. Tant que le statut réel de la constitution la place sous la domination de l'armée et des services secrets, nous ne voyons pas comment ils peuvent la respecter autrement qu'en se substituant à elle.

La démarche préventive consisterait à isoler dans la réflexion la constitution d'un côté, police, armée, services secrets de l'autre, pour que ces derniers soient dessaisis, une fois pour toutes, de

leur domination sur celle-là. En posant comme panacée le respect de la constitution par les forces de répression, sans le préalable d'une définition de l'État et des institutions démocratiques, on ne fait que reconduire les pratiques antérieures. Loin d'être soumis à la loi et à la constitution (avec laquelle, d'ailleurs, ils ne devraient avoir de rapport qu'au travers de la loi et de la représentation nationale), armée et services secrets sont reconduits dans leurs pouvoirs de maîtrise et de soumission de la loi et de sa source, la constitution.

Tels sont les enjeux masqués par le mixte recherche, politique, police et médias, entretenant la confusion et n'hésitant pas à mobiliser la falsification pour convaincre du bien-fondé du « **monopole de la violence légitime** ». Cela augure mal des changements à venir qui ne seront que la répétition d'épisodes du passé. Ce « **monopole de la violence légitime** » introduit dans le domaine normatif n'est que la version académique, servie par la sociologie, d'un slogan : armée, police, services secrets avec nous.

*N.B. Contrairement à ce que nous avons écrit, N.Y. Zerhouni a été remplacé, officiellement, par le lieutenant-colonel Medjdoub Lakehal-Ayat, le 18 juillet 1981, *J.O.* n° 29, 21 juillet 1981, p. 707.

Lyon, le 19 juillet 2013